

Quel avenir pour le nucléaire après la fermeture de Beznau?



La centrale nucléaire de Beznau, le 23 février 2021. (ANDREAS HAAS/IMAGO)

ÉNERGIE L'arrêt prochain des deux réacteurs de la centrale argovienne se rajoute au débat animé sur le retour du nucléaire

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

Les plus vieux réacteurs nucléaires de Suisse entrent dans le crépuscule de leur existence. Le groupe énergétique Axpo a annoncé hier la fermeture de Beznau 2 en 2032 et de Beznau 1 en 2033. Dans moins de dix ans, et après soixante-quatre ans de production, la centrale argovienne aura vécu. Ce sont quelque 6 térawattheures (TWh) d'électricité qui feront défaut, notamment en hiver, lorsque la Suisse est plus dépendante des importations.

Le sort de Beznau a occasionné des réactions variées, allant de la joie des milieux écologistes à la «tristesse» du directeur général d'Axpo, Christoph Brand. Celui-ci l'a néanmoins relevé devant les médias: prolonger la centrale aurait non seulement coûté trop cher (350 millions devront être investis rien que pour tenir encore une dizaine d'années), mais aurait été impossible en raison de l'âge de l'infrastructure.

De l'argent public pour le nucléaire?

Au-delà des réactions à chaud, c'est la question de l'avenir politique du nucléaire qui se pose. Le ministre de l'Energie Albert Rösti, le Conseil fédéral et la droite PLR-UDC tiennent à le réintroduire malgré l'interdiction votée par le peuple en 2017; la gauche rose-verte et les Vert'libéraux montent aux barricades; Le Centre, qui fera pencher la balance, y est pour l'instant plutôt opposé... mais pourrait changer d'avis, ou se montrer divisé lors des votes parlementaires. S'il obtient une majorité

politique, le nucléaire pourra-t-il bénéficier, comme l'électricité renouvelable, d'argent public? Pourra-t-il puiser lui aussi dans le fonds alimenté par la taxe de 2,3 centimes par kilowattheure consommé?

Christian Wasserfallen plaide en ce sens. Membre de la Commission de l'énergie, le conseiller national libéral-radical avait certes protesté vigoureusement contre la Stratégie énergétique 2050 et ses subventions pour le renouvelable. Mais concernant le nucléaire, il voit les choses différemment. «Il n'y aura à l'avenir aucune production électrique sans une clarification des conditions-cadres. Le fonds alimenté par le supplément doit financer aussi le nucléaire. Nous devons utiliser cette taxe de 2,3 centimes/kWh plus efficacement pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement.» Le Bernois invoque la hausse des besoins en consommation et les objectifs climatiques. «Je ne comprends pas ceux qui refusent l'évidence. La Berne fédérale est déconnectée de la réalité», tempête-t-il.

C'est un fait que la construction de nouvelles centrales et leur production coûtent cher, et qu'avec la durée des procédures, les acteurs énergétiques ne se pressent pas de lancer des chantiers. Alpiq, autre grand producteur d'énergie en Suisse, a dit sans équivoque que ses priorités allaient aux nouvelles énergies renouvelables. Et Axpo, par son patron Christoph Brand, répète que, «même si on nous avait posé des milliards sur la table, nous n'aurions pas pris une autre décision concernant Beznau». Du point de vue économique, «il n'est pas judicieux de bâtir une nouvelle centrale nucléaire». Axpo salue certes le projet du Conseil fédéral de réintroduire les autorisations pour l'atome, «mais tout simplement parce que cela ouvre les options pour la Suisse».

Les exploitants ne demandent pour l'heure pas d'aide étatique. Rien n'exclut cependant que des revendications montent en puissance, et rejoignent des élus comme Christian Wasserfallen.

«Une approche religieuse»

La bataille politique promettra d'être animée. A gauche, le conseiller national Roger Nordmann (PS), spécialiste des questions énergétiques, bloque catégoriquement. «Le nucléaire reste la façon la plus lente et la plus chère de produire des kilowattheures. C'est la meilleure façon de tomber en pénurie énergétique. Certains ont malheureusement une approche religieuse du sujet.» Le Vaudois applaudit l'annonce de la fermeture future de Beznau. «Axpo fait la démonstration que cela ne vaut pas la peine d'investir ni de subventionner de vieilles centrales.»

Nicolo Paganini fait partie des centristes ouverts vis-à-vis de l'atome. Mais il n'est pas plus enthousiaste à l'idée de financer le nucléaire avec le fonds alimenté par le supplément de 2,3 centimes par kilowattheure. «Je suis très sceptique. Le nucléaire est propre en CO2, mais ce n'est pas une énergie renouvelable. On ne pourrait pas le soutenir avec ce fonds sans vote populaire au préalable.»

Le conseiller national saint-gallois prévient toutefois: «Si nous n'atteignons pas les objectifs de production renouvelable, il faudra penser au nucléaire. Je ne suis pas fétichiste, mais je constate que les parcs éoliens sont refusés, et que les barrages hydrauliques et les installations solaires (Solar Express) ont de la peine à avancer.» Un dernier constat sur lequel le socialiste Roger Nordmann le rejoint. «Je lance un appel aux organisations environnementales de moins bloquer les projets hydrauliques ou les parcs solaires.» ■